



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 03 février 2009

**Réunification administrative de la Bretagne :
le chef de l'Etat doit écouter et tenir compte de la demande des collectivités**

Jean-Yves Le Drian a été auditionné la semaine dernière successivement par Edouard Balladur, président du comité sur la réforme des collectivités, et par Nicolas Sarkozy. A chaque fois il a rappelé la position unanime du Conseil régional de Bretagne en faveur de la réunification administrative de notre région et pour un exercice effectif du droit à l'expérimentation comme la Constitution le prévoit depuis 2003, notamment pour la maîtrise de la politique de l'eau et dans le domaine culturel (transfert à la Région des crédits de la DRAC comme en Corse, compétence sur l'enseignement bilingue pour maîtriser les ouvertures de classes).

Sur la question de la réunification administrative de la Bretagne, il faut rappeler que le Conseil régional, sur proposition des élus de l'UDB, a adopté trois motions depuis 2004. Le Conseil général de Loire-Atlantique en a fait de même en 2001 à l'instigation de celui qui le préside depuis 2004, Patrick Mareschal. Depuis 2005 une commission mixte réunit les exécutifs du Conseil régional de Bretagne et du Conseil général de Loire-Atlantique pour construire des partenariats concrets sur la voie d'une réunification effective. La dernière réunion de cette commission mixte, le 28 janvier 2009 à Nantes, a donné l'occasion à Patrick Mareschal et à Christian Guyonvarc'h, vice-président du Conseil régional de Bretagne qui représentait Jean-Yves Le Drian, de rappeler lors d'une conférence de presse la position commune des deux collectivités en faveur de la réunification de la Bretagne.

Par ailleurs, le chef de l'Etat, après ses déclarations devant le congrès des maires le 27 novembre dernier, a fait recevoir à l'Elysée par son directeur de la communication, Franck Louvrier, l'association Bretagne Réunie. Cette dernière a témoigné d'une bonne qualité d'écoute, ce dont l'UDB ne peut que se féliciter. Mais l'écoute ne saurait suffire. Dans l'affaire qui nous occupe il ne faudrait pas que Nicolas Sarkozy réédite une de ses récentes sorties: « *J'écoute mais je tiens pas compte* » (sic).

L'UDB tient à souligner que si les sujets de divergence sont nombreux entre la droite et la gauche, la réunification administrative de la Bretagne n'est pas une question partisane. Il s'agit de rétablir dans son intégrité un territoire dont l'unité remonte au IXème siècle, ce qui est un cas tout à fait exceptionnel en Europe. Et les conditions dans lesquelles cette unité administrative a été rompue (décret pris par le régime de Vichy le 30 juin 1941) ne rendent que plus impératif son rétablissement sans plus attendre. C'est une question de justice. C'est aussi un pari sur l'avenir car une Bretagne réunifiée pourra faire valoir tous ses atouts, notamment maritimes, au bénéfice de la République tout entière.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**